

Par dérogation à l'alinéa précédent, le congé visé au point b doit être pris par le membre du personnel dans les vingt jours calendrier qui précèdent ou suivent l'évènement pour lequel le congé lui est accordé. Il peut être fractionné.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par « jours ouvrables », les jours compris entre le lundi et le vendredi inclus, à l'exception des jours fériés légaux et du 27 septembre. »

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4502 (2003 — 3598) (2003 — 2601)

[C — 2003/29546]

**8 MEI 2003. — Decreet tot wijziging van de geldende bepalingen inzake verlof en tot inrichting van de moederschapsbescherming. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 september 2003, bl. 46186, in de Franse tekst, in artikel 26, dat een hoofdstuk XV invoegt in het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, dient artikel 61 te worden vervangen door het volgende artikel :

« Article 61. Le droit aux pauses d'allaitement est accordé moyennant preuve de l'allaitement.

La preuve de l'allaitement est apportée à partir du début de l'exercice du droit aux pauses d'allaitement, au choix du membre du personnel, par attestation médicale d'un centre de consultation des nourrissons ou par certificat médical.

Une attestation ou un certificat médical doit ensuite être remis par le membre du personnel tous les mois, à la date à laquelle le droit à la (les) pause(s) d'allaitement a été exercée pour la première fois. »

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 september 2003, bl. 46186, in de Franse tekst, dient artikel 31 te worden vervangen door het volgende artikel :

« Article 31. L'article 4 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, obtiennent des congés exceptionnels dans les limites suivantes :

- a) pour le mariage du membre du personnel : quatre jours ouvrables;
- b) pour l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'évènement, le membre du personnel vit en couple : dix jours ouvrables;
- c) pour le décès du conjoint, ou de la personne avec qui le membre du personnel vivait en couple, d'un parent ou allié au 1<sup>er</sup> degré du membre du personnel ou de la personne avec qui il vit en couple : quatre jours ouvrables;
- d) pour le mariage d'un enfant du membre du personnel, d'un enfant du conjoint du membre du personnel ou d'un enfant de la personne avec qui il vit en couple : deux jours ouvrables;
- e) pour le décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que le membre du personnel : deux jours ouvrables.

Aux mêmes conditions, ce congé est également accordé lors du décès d'un parent de la personne avec qui le membre du personnel vit en couple;

f) pour le décès d'un parent ou allié au 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel : un jour ouvrable.

Aux mêmes conditions, ce congé est également accordé lors du décès d'un parent de la personne avec qui le membre du personnel vit en couple.

Ces congés exceptionnels sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Les congés précités doivent être pris par le membre du personnel dans les sept jours calendrier qui précèdent ou suivent l'évènement pour lequel le congé lui est accordé. Ils peuvent être fractionnés.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le congé visé au point b doit être pris par le membre du personnel dans les vingt jours calendrier qui précèdent ou suivent l'évènement pour lequel le congé lui est accordé. Il peut être fractionné.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par « jours ouvrables », les jours compris entre le lundi et le vendredi inclus, à l'exception des jours fériés légaux et du 27 septembre. »

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 4503

[C — 2003/29543]

**16 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1<sup>er</sup> octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 169 tel que modifié par l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, par l'arrêté de l'Exécutif du 7 novembre 1991, par le décret du 24 juin 1996, par l'arrêté du Gouvernement du 24 octobre 1996 et par le décret du 31 janvier 2002;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment l'article 1<sup>er</sup> tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 octobre 1994;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur IX du 16 octobre 2003;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il convient de faire coïncider les vacances du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux avec le calendrier scolaire en vigueur durant l'année 2003-2004 et qu'il importe d'informer ce personnel dans les délais les plus brefs, l'exercice 2003-2004 ayant déjà débuté;

Sur proposition du Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 octobre 1994 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel, définitifs et stagiaires, soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après :

a) congé de Toussaint : du lundi 27 octobre 2003 au vendredi 31 octobre 2003 inclus;

b) vacances d'hiver : du lundi 22 décembre 2003 au vendredi 2 janvier 2004 inclus;

c) congé de détente (carnaval) : du lundi 23 février 2004 au vendredi 27 février 2004 inclus;

d) vacances de printemps : du lundi 5 avril 2004 au vendredi 16 avril 2004 - Pâques : le 11 avril 2004;

e) vacances d'été : les périodes de vacances d'été sont fixées comme suit, compte tenu du fait que pendant lesdites vacances, les centres psycho-médico-sociaux doivent, par l'organisation de permanences clairement signalées aux consultants, assurer aux jeunes et aux familles la fonction ou mission de conseil en matière d'orientation scolaire et professionnelle :

- pour les directeurs et les membres du service d'inspection : du lundi 5 juillet 2004 au vendredi 13 août 2004 inclus;

- pour les autres membres du personnel : soit du samedi 3 juillet 2004 au mercredi 18 août 2004 inclus, soit du samedi 10 juillet 2004 au mercredi 25 août 2004 inclus;

f) congés divers :

- les samedis et dimanches;

- le lundi 10 novembre 2003 et le mardi 11 novembre 2003;

- le jeudi 20 mai 2004 (Ascension) et le vendredi 21 mai 2004;

- le lundi 31 mai 2004 (Pentecôte). »

**Art. 2.** le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2003 et cessera d'être en vigueur le 31 août 2004.

**Art. 3.** Le Ministre ayant les statuts du personnel de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 octobre 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4503

[C — 2003/29543]

**16 OKTOBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7, zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 169 zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 73 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, bij het besluit van de Executieve van 7 november 1991, bij het decreet van 24 juni 1996, bij het besluit van de Regering van 24 oktober 1996 en bij het decreet van 31 januari 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, inzonderheid op artikel 1 zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1994;

Gelet op het gemotiveerd advies van de Hoge Overlegraad van Sector IX van 16 oktober 2003;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de vakantie van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra moet overeenstemmen met de schoolkalender van kracht gedurende het jaar 2003-2004 en dat het personeel geïnformeerd moet worden binnen de kortste termijnen, rekening houdende met het feit dat het jaar 2003-2004 al begonnen is;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 2003;

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1994, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. De vastbenoemde of stagedoende personeelsleden die onderworpen zijn aan het besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, genieten het hierna bepaald jaarlijks vakantiestelsel :

a) Allerheiligenverlof : van maandag 27 oktober 2003 tot en met vrijdag 31 oktober 2003;

b) Wintervakantie : van maandag 22 december 2003 tot en met vrijdag 2 januari 2004;

c) Ontspanningsverlof (krokus) : van maandag 23 februari 2004 tot en met vrijdag 27 februari 2004;

d) Lentevakantie : van maandag 5 april 2004 tot en met vrijdag 16 april 2004 - Pasen : 11 april 2004;

e) Zomervakantie : de periodes zomervakantie worden als volgt vastgesteld, rekening houdende met het feit dat tijdens de bedoelde vakantie de psycho-medisch-sociale centra aan de jongeren en de gezinnen het ambt of de opdracht van de raad moeten verzekeren inzake school- en beroepsoriëntatie door permanenties te organiseren die duidelijk aan de consulenten worden meegedeeld :

- voor de directeurs en de leden van de inspectiedienst : van maandag 5 juli 2004 tot en met vrijdag 13 augustus 2004;

- voor de andere personeelsleden : ofwel van zaterdag 3 juli 2004 tot en met woensdag 18 augustus 2004, ofwel van zaterdag 10 juli 2004 tot en met woensdag 25 augustus 2004;

f) andere verlofdagen :

- zaterdagen en zondagen;

- maandag 10 november 2003 en dinsdag 11 november 2003;

- donderdag 20 mei 2004 (Hemelvaart) en vrijdag 21 mei 2004;

- maandag 31 mei 2004 (Pinksteren).

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003 en zal eindigen van toepassing te zijn op 31 augustus 2004.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van het onderwijspersoneel behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 oktober 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE